

• *Agriculture*

# UNE GRAINE OÙ GERME L'ESPOIR AGRICOLE

**Ramener la jeunesse dans l'hinterland afin qu'elle relance une production agricole atone est l'ambition du Programme GRAINE. Initiée par Ali Bongo Ondimba, cette incitation volontariste au « retour à la terre » devra surtout permettre l'émergence d'une nouvelle génération d'agriculteurs compétents, productifs et solidaires.**

**C'**est parce que l'agriculture doit être, selon Ali Bongo Ondimba, « non pas un discours, mais une pratique » que le chef de l'État a initié la Gabonaise des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés (GRAINE), un programme qui devra jeter les bases d'une politique axée sur la valorisation de l'agriculture. Lancé en décembre 2014, ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme Stratégique Gabon Émergent (PGSE) et du Pacte social que le président gabonais a proposés à ses compatriotes pour les mener vers un développement harmonieux. Destiné aussi à favoriser la diversification de l'économie du pays à travers l'agriculture, GRAINE devra désormais s'imposer comme un pôle d'équilibre macroéconomique pour contrebalancer un secteur pétrolier qui représente 43 % du PIB du Gabon, 50 % de ses recettes budgétaires et 85 % de ses recettes d'exportation. Pour concrétiser cette vision, les autorités gabonaises comptent porter la contribution de l'agriculture de 5 % à 20 % du PIB à l'horizon 2020.

Mais l'objectif fondamental de ce projet est d'assurer l'autosuffisance alimentaire du pays afin qu'il ne soit plus tributaire des importations étrangères. Véritable goulot d'étranglement pour l'économie gabonaise, les importations des denrées alimentaires amènent les pouvoirs publics à déboursier annuellement entre 250 et 300 milliards de FCFA pour « alléger le panier de la ménagère », sans résultats probants. La cause ? Les experts en politique de développement agricole pointent une agriculture de subsistance destinée à l'autoconsommation et pratiquée sur des espaces réduits par des personnes âgées. Une situation qui s'explique aussi par l'abandon, par les divers gouvernements, du secteur agricole au profit de la manne pétrolière qui permettait, avant son actuel reflux, l'importation de plus de 80 % des denrées alimentaires consommées au Gabon. La conséquence de cette poli-

tique agricole d'importation est l'inflation galopante qui fait du Gabon l'un des pays où les produits alimentaires sont les plus chers d'Afrique. Avec un revenu moyen mensuel établi entre 90 000 et 300 000 FCFA, c'est d'abord le salarié gabonais qui subit de plein fouet la situation que déplore Ali Bongo Ondimba. Ainsi, en 2011, le président de la République avait dénoncé les pratiques spéculatives portant sur des marges bénéficiaires « entre le producteur, le transitaire, le transporteur et le distributeur... » Une situation qui ne pouvait perdurer et qu'il fallait corriger d'urgence.

La solution pour assurer une production suffisante en denrées alimentaires fut donc pour Ali Bongo Ondimba l'élaboration du Programme GRAINE et sa mise en œuvre par des jeunes qui devront se l'approprier afin d'en faire un levier de développement. D'au-

delà du préfinancement des coopératives créées, dans l'octroi de crédits à taux préférentiels, dans la garantie d'achat de la production et dans la couverture par la protection sociale. Des avantages que couronne, pour les jeunes agriculteurs, une formation aux techniques de gestion agricole grâce à leur encadrement par les techniciens de la multinationale Olam, acteur de premier plan dans la gestion intégrée d'approvisionnement et de transformation des produits agricoles et alimentaires.

En effet, pour développer, promouvoir et mettre en œuvre le projet GRAINE, le gouvernement gabonais bénéficie du soutien technique du groupe Olam à travers la Société gabonaise de transformation agricole et développement rural (SOTRADER), un exemple de partenariat public-privé. Cette entreprise devra créer les installations nécessaires et la machi-

*Les autorités gabonaises comptent porter la contribution de l'agriculture de 5 % à 20 % du PIB à l'horizon 2020.*

tant que le chef de l'État propose à ses compatriotes de construire leur indépendance financière par le développement d'une activité professionnelle génératrice de revenus pour leur famille, et ce avec l'avantage indéniable que représente l'accès à la propriété pour ceux qui s'y engagent. Concrètement, ce projet d'envergure nécessitera l'implication de 20 000 à 30 000 familles regroupées en coopératives agricoles pour exploiter 200 000 hectares sur cinq ans. Chaque famille recevra ainsi gratuitement près de 7 hectares pour la production vivrière coopérative, dont 0,5 ha à usage privé. Les pouvoirs publics s'engagent aussi à réaliser quelque 3 000 km de pistes d'accès aux plantations, dont les tracés devront intégrer environ 1 600 villages. Pour se donner des gages de réussite, le gouvernement gabonais s'engage à appuyer les bénéficiaires dans leurs démarches d'obtention des permis agricoles,

nerie destinée à la récolte, à la conservation et à la transformation des produits agricoles, tout en accompagnant ces nouveaux coopérants dans la commercialisation de leurs produits, de même qu'elle devra œuvrer dans des projets de développement rural, précisément dans les secteurs de l'électrification rurale et de l'hydraulique villageoise.

Outre le groupe Olam International, l'Agence française de développement (AFD) apporte un soutien financier à l'Institut gabonais d'appui au développement (IGAD) pour la mise en œuvre du Projet de développement et d'investissement agricole au Gabon (PRODIAG) qui se focalise sur le maraîchage, les cultures vivrières et la transformation des produits agricoles, et qui doit aussi permettre aux acteurs du secteur de se structurer afin de mieux participer à l'élaboration des politiques agricoles.

Jean Clotaire Hymboud